



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICE

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, av. du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 24A0282

Objet de la consultation :

OBJETS PUBLICITAIRES POUR LE CHU DE MONTPELLIER ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5, L. 2113-13 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : 28/02/2025 13 : 00 :00

DEPOT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2663279&orgAcronyme=x7c>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 -	DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	3
2 - 1 -	DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	3
2 - 2 -	RECONDUCTION	3
ARTICLE 3 -	DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC	3
3 - 1 -	TRANCHES	4
3 - 2 -	LOTS	4
3 - 3 -	PHASES	4
ARTICLE 4 -	PROCEDURE	4
4 - 1 -	TYPE DE PROCEDURE	4
4 - 2 -	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
4 - 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4 - 4 -	MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	5
4 - 5 -	MODIFICATIONS DES DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4 - 6 -	COMPLEMENTES A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES	5
4 - 7 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	5
4 - 8 -	UNITE MONETAIRE	5
4 - 9 -	MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT	5
ARTICLE 5 -	ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS	5
5 - 1 -	ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	5
5 - 2 -	DEROULEMENT DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	6
5 - 3 -	FIN DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	6
5 - 4 -	VISITE DES LOCAUX	6
ARTICLE 6 -	MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES	6
6 - 1 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	6
6 - 2 -	PRESENTATION DES PLIS	7
6 - 3 -	CONTENU DES PLIS	7
6 - 4 -	ENVOI ET RECEPTION DES PLIS	8
ARTICLE 7 -	VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	9
ARTICLE 8 -	EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES	9
ARTICLE 9 -	VARIANTES	11
9 - 1 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUMISSIONNAIRES (VARIANTES LIBRES)	11
9 - 2 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR (PSE OBLIGATOIRES OU FACULTATIVES OU SOLUTIONS ALTERNATIVES)	11
ARTICLE 10 -	ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC	11
ARTICLE 11 -	NOTIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	12
ARTICLE 12 -	ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX	12
12 - 1 -	INSTANCES CHARGEES DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	12
12 - 2 -	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	12

ARTICLE 1 - ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché porte sur les fournitures suivantes :

Objets publicitaires

Pour les établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- Ch de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

☒ Accord cadre à bons de commande

☐ Avec montant maximum fixé à l'article 1.2.2 du CCP

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

- 39294100-0 Produits d'information et de promotion
- 39221120-4 Tasses et verres
- 18936000-9 Sacs en textile
- 30192121-5 Stylos à bille
- 18331000-8 T-shirts
- 33712000 Préservatifs
- 31224400 Cables de connexion

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :

- 72.04 : Campagne de communication (information, publicité, relations publiques)

Le marché est réservé à des Structures du Handicap en vertu de l'article L. 2113-12.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE PUBLIC

2 - 1 - Durée du marché public

Le présent marché public sera conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au 01/04/2025.

2 - 2 - Reconduction

Le marché est-il reconductible ?

☒ Oui ☐ Non

Le marché public sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise).

En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord-cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

3 - 1 - Tranches

Il est prévu une décomposition en tranches :

☐ Oui ☒ Non

3 - 2 - Lots

Il est prévu une décomposition en lots

☐ Oui ☒ Non

Le lot est décrit au CCP.

3 - 3 - Phases

Il est prévu une décomposition en phases :

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 4 - PROCEDURE

4 - 1 - Type de procédure

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

4 - 2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement.

4 - 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement et ses annexes dont les annexes
 - « Bordereau de prix »
 - « Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT »
- le Règlement de la Consultation et ses annexes :
 - Détails quantitatif estimatifs des besoins ;
 - Dématérialisation de la signature de l'AE a l'attribution non électronique
 - Note relative à la dématérialisation des factures
 - Documents et attestations à fournir par le candidat attributaire.
- le cahier des clauses particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses 5 annexes :
 - Coordonnées du GHT
 - Annexe au développement durable
 - Cadre de réponse RSE
 - Cadre de réponse
- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » à compléter et signer

- les formulaires "Lettre de candidature - désignation du mandataire par ses co-traitants", "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement", "Déclaration de sous-traitance".

4 - 4 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

4 - 5 - Modifications des détails du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 - 6 - Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

4 - 7 - Renseignements complémentaires

Les candidats pourront, jusqu'à 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

4 - 8 - Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

4 - 9 - Mode de financement et de règlement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le financement sera basé sur le budget de chaque établissement membre du GHT.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours

ARTICLE 5 - ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS

5 - 1 - Essais ou démonstrations

Dans le cadre de la présente consultation, l'acheteur appréciera les offres à partir des :

☒ Essais ou tests réalisés sur les échantillons de produits fournis par le candidat

Dans le cadre de la présente consultation, le soumissionnaire fournira :

☒ **Echantillons** (élément qui sert à évaluer un produit.)

Les candidats devront présenter un échantillon de produit conforme à celui proposé dans le dossier d'offre.

Modalités de remise des échantillons et/ou spécimens :

En application de l'article R.2132-12 6° du code de la commande publique, l'acheteur accepte la remise d'échantillons matériels, dans le délai de remise des offres.

Les échantillons seront envoyés à l'attention de Adrien Rafton, à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE

Direction des Achats et des Approvisionnements

Service Achats généraux - Bureau 1B134

1 Place Jean Baumel

Centre Bellevue

34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Ils doivent être envoyés avant la date limite de réception des offres et devront être remis en main propre contre récépissé, ou s'ils sont adressés par la poste, par tout moyen donnant date et heure certaine.

Un bon de livraison accompagnera les échantillons et/ou spécimens. Le bon de livraison sera signé par le réceptionnaire. Ce bon de livraison comportera notamment :

- La référence à l'affaire,
- La date et l'heure de livraison,
- L'identification et le nombre d'échantillons livrés,
- Les numéros de lot, le cas échéant,
- Le nom du candidat

Le nombre d'échantillons à livrer est fixé à l'annexe 1 « BPU » à l'Acte d'Engagement

L'absence de remise des échantillons et/ou spécimens entrainera l'irrégularité de l'offre.

5 - 2 - Déroulement des essais ou démonstrations

Les essais débuteront après l'ouverture des plis et la recevabilité des candidats.

Le candidat sera présent pour les essais/démonstrations : ☐ Oui ☒ Non

5 - 3 - Fin des essais ou démonstrations

-Les échantillons et/ou spécimens donneront lieu au versement d'une prime. ☐ Oui ☒ Non

-Les échantillons et/ou spécimens du candidat retenu seront restitués

☐ Oui ☒ Non ils sont conservés comme spécimens.

-Les échantillons et/ou spécimens du candidat rejeté seront restitués :

☒ Oui

Le candidat dont l'offre a été rejetée dispose d'un mois à compter de la réception de la décision de rejet pour récupérer les échantillons, à ses frais

5 - 4 - Visite des locaux

Sans objet.

ARTICLE 6 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

6 - 1 - Dispositions relatives aux sous-traitants

Sans objet

6 - 2 - Présentation des plis

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L.2132-2 et R 2132-7 du code de la commande publique)



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom ...) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.



Il est souhaitable que les candidats respectent les noms de fichiers et l'indexation suivante : <nom du fichier>_ <nom du fournisseur> conformément au tableau joint en annexe au règlement de la consultation « modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée »

6 - 3 - Contenu des plis

Le pli du candidat contient **IMPÉRATIVEMENT** les documents suivants obligatoirement présentés en français ou accompagnés d'une traduction en français

CANDIDATURES	OFFRES (de base et variantes le cas échéant)
<p>- DUME</p> <p>Ou</p> <p>- Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent</p> <p>et</p> <p>- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire joint ou formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent)</p> <p>NOTA : En cas de candidature groupée, le formulaire "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement" joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement.</p> <p><u>Capacités professionnelles et techniques :</u></p> <p>Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;</p> <p><u>Niveau minimum de capacité :</u></p> <p>Preuve de la reconnaissance du statut de l'établissement : Structures du Handicap.</p> <p><u>Capacité économique et financière</u></p>	<p>- L'acte d'engagement complété. La signature de préférence électronique de l'acte d'engagement est obligatoire uniquement pour l'attribution du marché.</p> <p>- L'adresse de messagerie électronique dans l'acte d'engagement</p> <p>ET</p> <p>Les annexes financières de l'acte d'engagement complétées : -Annexe 3 à l'AE BPU « Bordereau de prix »,</p> <p>- Les annexes du C.C.P. dûment renseignées :</p> <ul style="list-style-type: none">• Annexe 3 Cadre de réponse RSE• Annexe 4 cadre de réponse Valeur technique <p>- Le tarif et le catalogue du fournisseur (le catalogue ne sera exigé que du titulaire du marché public)</p> <p>- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée</p>

<p>-Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat sur les 3 dernières années</p> <p>Le cas échéant, pouvoir de signature de la personne habilitée</p>	
---	--

POUR LA CANDIDATURE :

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

POUR L'OFFRE :

En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

En application des dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

L'absence de renseignement du pourcentage de remise dans le bordereau de prix sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

En cas de non remise du cadre de réponse RSE (annexe 3 au CCP), la note de 0 sera appliquée au critère 3 : Démarche RSE.

En cas de non remise du cadre de réponse (annexe 4 au CCP), l'offre sera considérée irrégulière.

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la signature de l'acte d'engagement au dépôt de l'offre ; seul le candidat classé en 1^o position sera tenu de le signer de préférence électroniquement, à défaut manuscrite ment.

Toutefois, afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les candidats sont vivement invités à fournir un acte d'engagement signé électroniquement dès la remise de l'offre.

A l'issue de la procédure de passation, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui n'aurait pas déposé un acte d'engagement signé électroniquement, sera invité dans le courrier l'informant du classement en 1^o position de son offre à régulariser son offre en signant, de préférence électroniquement, son acte d'engagement, ou, à défaut de signature électronique, en renvoyant par voie postale ou en déposant l'original de son acte d'engagement signé manuscritement, sous 8 jours maximum.

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6 - 4 - Envoi et réception des plis

Le pouvoir adjudicateur impose un dépôt comportant l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.

Pour ce faire, les candidats doivent, préalablement à tout dépôt, sélectionner l'ensemble des lots pour lesquels ils souhaitent déposer une offre.

Ils procèdent ensuite au dépôt des pièces constituant leur offre sur chaque lot auquel ils soumissionnent.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu sera ouvert, étant rappelé que ce dernier doit comporter l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.

Les autres plis, précédemment déposés par l'opérateur économique, seront rejetés sans avoir été ouverts.

En conséquence, en cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre, le candidat devra, pendant la période de remise des offres, renvoyer l'intégralité de son dossier de candidature et d'offre, et ce, pour l'ensemble des lots auxquels il soumissionne.

**LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT**

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (Cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, Transporteur...) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Achats généraux
Bureau 1B134
1 place Jean Baume
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5

ARTICLE 7 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6.4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

L'acheteur contrôlera le respect des niveaux minimaux de capacité imposés.

En cas de cotraitance les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement.

ARTICLE 8 - EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

CRITERES	PONDERATION
1. Valeur Technique	40%
Sous critère 1: Qualité intrinsèque des produits	25%

<p>(Solidité, qualité des finitions)</p> <p>Sous critère 2 : Ergonomie et facilité d'utilisation (Confort d'utilisation, Praticité, facilité de transport)</p> <p>Sous critère 3 : Qualité du marquage (attrait visuel, coloris, type de marquage, résistance au lavage, résistance à la friction...)</p> <p>Sous critère 4 : Organisation de la prestation (délais d'approvisionnement, modalités de réapprovisionnement,)</p>	<p>Le sous-critère 1 sera notés de 1 à 5 : Très satisfaisant : 5, Satisfaisant : 4, Acceptable :3, Insuffisant :2, Très insuffisant : 1</p> <p>20%</p> <p>Le sous-critères2 sera notés de 1 à 5 : Très satisfaisant : 5, Satisfaisant : 4, Acceptable :3, Insuffisant :2, Très insuffisant : 1</p> <p>25%</p> <p>Le sous-critères sera notés de 1 à 5 : Très satisfaisant : 5, Satisfaisant : 4, Acceptable :3, Insuffisant :2, Très insuffisant : 1</p> <p>30%</p> <p>Le sous-critères sera notés de 1 à 5 : Très satisfaisant : 5, Satisfaisant : 4, Acceptable :3, Insuffisant :2, Très insuffisant : 1</p>
<p>2. Prix</p> <p>Le prix analysé sera la somme des prix unitaires TTC indiqués aux bordereaux de prix x les quantités estimatives annuelles.</p>	<p>45%</p>
<p>3. Démarche RSE</p>	<p>15%</p>

En cas de variantes, l'acheteur établit un seul tableau d'analyse des offres de base et de l'ensemble des variantes.

Modalités de calcul de la note finale attribuée au candidat :

Critère 1: Valeur technique Pondération 40%.

Les sous-critères ci-après notés de 1 à 5 : Très satisfaisant : 5, Satisfaisant : 4, Acceptable :3, Insuffisant :2, Très insuffisant : 1 et affectés de leurs coefficients de pondération respectifs selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Note du candidat}}{\text{Note maximale possible (5)}} \times \text{pondération du sous critère}$$

La note du critère sera la somme des notes pondérés affectés aux sous critères selon la formule suivante

$$\frac{\text{Note du candidat}}{\text{Note maximale possible (100)}} \times 0.4$$

Critère 2 : Prix Pondération 45%

Evaluer en rapport au prix de l'offre la plus abordable selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Prix du candidat le moins cher}}{\text{Prix du candidat}} \times 0,45$$

Critère 3 : Démarche RSE Pondération 15%

Calculé en fonction de la note du candidat par rapport à la note maximale possible avec la pondération correspondante selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Note du candidat}}{\text{Note maximale possible}} \times 0,15$$

Modalité de notation des offres et choix du candidat

La note **finale Nf (sur 100)** est la **somme** des notes pondérées.

Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale. Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.

ARTICLE 9 - VARIANTES

9 - 1 - Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées : ☒ Oui ☐ Non

9 - 2 - Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives)

Variantes proposées par l'acheteur : ☒ Oui ☐ Non

Obligatoires ? ☐ Oui ☒ Non

Le sous lot 1.23 « Batterie Externe » est une PSE Facultative auquel le candidat peut soumissionner.

ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux articles L2141-2 et 3, R2143-7 à 10 et R 2144-4 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, Les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivants :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;

Conformément à l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 11 - NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord cadre au titulaire via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ARTICLE 12 - RECOURS CONTENTIEUX

12 - 1 - Instances chargées des procédures de recours contentieux

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

12 - 2 - Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.